

### 3.2.2 Le forum

La deuxième étape de la manifestation Viv(r)e la transition énergétique quitte le mode du cheminement pour proposer aux participants un temps d'échange vécu sur le mode du forum. Proposée par la mairie d'Ambert, une salle a été équipée dans le bâtiment de la médiathèque Alexandre Vialatte, le hall accueillant en outre l'exposition des travaux résultant des ateliers de projet et un pot final. En marge du hall, une courette permet au vidéaste de l'équipe de tourner de brefs entretiens avec les participants volontaires. Équipée d'un projecteur et d'un écran, la salle du forum a été disposée dans une configuration très classique, mettant le public en vis à vis de deux animateurs. De dimensions modestes, la salle n'a pas permis de tester d'autres configurations pour mener le débat sur un mode de table ronde. Cette relative compacité n'a en revanche pas nécessité de dispositif d'amplification sonore, chacun s'entendant d'un bout à l'autre de la salle.



Fig.83 Dispositif spatial du Forum

D'un caractère plus formel, cette deuxième étape a comme vocation d'ouvrir un temps de discussion principalement centré sur les conditions d'appropriation de la transition énergétique. Après un mot d'accueil de la maire d'Ambert, les trois moments du forum ont été annoncés par les animateurs du forum, membres de l'équipe de recherche, construits autour de trois questions, initialement formulées au long des étapes de préparation de la manifestation :

- 1) Dans une situation de grande dépendance des territoires ruraux aux importations d'énergies, face à un risque croissant de précarité des ménages, comment imaginer un futur qui passe par un nouveau rapport à l'énergie ?
- 2) La transition énergétique permet-elle d'envisager une transformation positive de l'espace de vie, de mieux habiter son logement, son quartier ou son village ?
- 3) Comment amorcer des initiatives locales qui donnent aux citoyens un rôle dans ce processus? Est-ce une opportunité pour prendre une part active à la vie du territoire ?

Pour quitter un vocabulaire abstrait, les deux premières questions ont fait l'objet de deux brèves interventions, volontairement menées à partir des données les plus synthétiques issues de la recherche et des travaux de nos partenaires. Celles-ci ne sont restituées que partiellement ici, pour laisser place ensuite à un panel de réactions émanant de l'assistance qui seront plus largement retranscrites.

Pour traiter de la question (1), l'Agence locale des énergies et du climat du Puy-de-Dôme (représentée par Pascal Sergé) présente sous forme de diagrammes animés une traduction épurée du diagramme de Sankey, portrait énergétique du territoire de la Communauté de communes

d'Ambert. Parmi les données exposées, celle de la consommation énergétique globale du territoire est représentée par l'équivalence de 500 000 aller-retours Ambert-Paris par an. Pour ce qui est des secteurs de la consommation, l'habitat absorbe 55 % de la consommation énergétique, 25% pour l'industrie et 20% pour les déplacements (la part de consommation de l'agriculture étant assez négligeable, beaucoup plus forte en revanche si l'on comptait en termes de gaz à effets de serre). La partie produite par le territoire représente 14% de sa consommation, notamment grâce au bois-énergie. La vulnérabilité du territoire est donc grande, mais pas exceptionnelle si on la compare au département. La facture énergétique totale est estimée à 23 millions d'euros par an. 20 millions d'euros sortent donc du territoire annuellement, ne sont pas investis dans l'économie locale. En termes de prospective, l'augmentation du prix de l'énergie devrait faire passer la facture par habitant de 2300 euros par an à 3000 euros à l'horizon 2030. Or, la capacité de mobilisation des gisements pourrait permettre de passer de 86% à 60% de dépendance, notamment par une exploitation forestière optimisée, indépendamment du premier volet de la transition énergétique (isolation, réduction des consommations).



Fig.84 Introduction du Forum

Deux points de débat émergent à l'issue de cet exposé : en premier lieu, l'identification d'un conflit d'objectif sur l'exploitation de microcentrales hydrauliques, la restauration des continuités écologiques sur les cours d'eau limitant la capacité de réinvestir ce qui constitue l'un des héritages industriels du territoire. Deuxième point de débat, la question d'une approche énergétique plus soucieuse de comptabiliser l'énergie sociale et humaine, indispensable dans l'économie circulaire à réinventer sur le territoire.

Réaction d'Alain Findeli, membre du conseil scientifique de la recherche :

*Je trouve que cela pose un problème de méthode, dans la façon d'exposer les choses. On a invité un économiste à nous faire un rapport sur la problématique de la transition énergétique. On ne peut pas lui reprocher de faire son métier, de raisonner comme un économiste. Il nous présente un bilan dans lequel l'unité de mesure est le kilowatt ou le kilowatt/heure. Les limites, c'est à nous, équipe de recherche, d'en prendre acte, et de dire que notre instrument de mesure, ce ne sont pas des kilowatt/heure, c'est l'habitabilité. C'est en terme de mesure de l'habitabilité que l'on va mesurer le futur, le potentiel du territoire. À ce moment là, la dimension mentionnée, la dimension humaine, doit être présente. Et le problème, c'est comment on va le mesurer. Ça se mesure moins facilement que des kilowatt/heure.*

Pour traiter de la question (2), la dimension prospective proposée par l'équipe de recherche amorce le débat sur l'habitabilité, en montrant, au travers de la typologie des stratégies de projet, comment peuvent se renouveler des façons d'habiter le territoire (intervention de Xavier Guillot). L'exposé des principes d'action retenus à l'issue de l'exploration du corpus de projets développés sur Ambert est

proposé comme base de discussion, notamment dans l'optique de réfléchir à ses usages possibles, comme à ses limites. Suite à cette présentation, des demandes d'éclaircissement sur l'usage de certaines images sont demandées, complétées par une intervention portant sur l'expérimentation d'une monnaie locale, celle-ci ramenant à la question des usages et des gestes quotidiens.

Réaction de Frédéric Seigne (Association La Brèche, favorisant l'autoconstruction en milieu rural, membre de la plateforme [relie-toits.org](http://relie-toits.org)<sup>61</sup>) :

*Sur cette question de la transition, j'ai été assez surpris par deux pistes affichées, assez classiques, sur le développement de la filière bois et le développement du tourisme. Ce sont des pistes qui ont aussi certaines limites. Sur la filière bois, on peut avoir en tête les travers du modèle agricole actuel. On n'en est pas là sur la filière bois du Livradois-Forez, mais la question doit se poser, on n'est pas à l'abri d'un coup d'emballement. Je m'attendais, au chapitre transition économique, à avoir l'esprit de ce qui vient d'être dit sur les usages quotidiens, et qu'on puisse être à l'affût de tous les petits projets, parfois menés sur les marges, être aux aguets des sources de créativité et d'innovation. Mais je me rends compte que l'un des freins, c'est l'habitude culturelle, d'ordre plus capitaliste, qui vise à développer des filières. Ce dont je parle, c'est d'être à l'écoute d'habitudes locales et de petits projets, qui peuvent être développés avec une partie économique, mais aussi avec une dimension de subsistance personnelle, d'entraide, d'échanges de services. Ce regard là, on a du mal à le porter. (...) En disant ça j'ai en tête deux choses : ma propre activité d'animation dans une association d'éducation populaire, où nous essayons d'accompagner les habitants à réaliser leurs projets, autour de création d'activité, autour d'habitat, en essayant d'être à l'écoute et de les mettre en lien avec ce qui existe sur le territoire. Le second point, c'est le poids important du tissu de l'économie sociale et solidaire à l'échelon national, aujourd'hui. Il peut l'être à l'échelle du territoire, et on l'oublie souvent.*

L'équipe acquiesce à la critique portée sur une vision insuffisamment informée de ce que peuvent être des formes de portage de projet économique dans les territoires ruraux, admettant la limite des approches menées dans les ateliers. Ces premiers échanges pointent peut-être, comme le suggèrent les animateurs du débat, une première typologie de modes de projets : ceux qui seraient de l'ordre, assez classique, de la filière, basés sur des investissements et des échelles importantes ; ceux qui seraient des projets plus discrets, comportant une dimension existentielle, nourrie par un affect et un engagement d'un petit collectif ; la question se posant enfin de savoir si l'économie ménagère, à l'échelle de la cellule familiale, doit aussi être prise en compte dans l'approche par le projet.



Fig.85 Public du Forum

61 URL : <http://relie-toits.org/> (Consulté le 19 août 2015)

Une autre réaction, sur le point 5 (transition agricole) évoqué par l'équipe, de Jean-Marie Perrinel, consultant en développement local, habitant de Saint-Anthème :

*Je vais saisir cette perche pour glisser ma frustration à propos du chapitre 5 [transition agricole] que vous avez évoqué. Je pense que c'est sous-entendu, mais ça me gêne beaucoup que ce ne soit pas nommé : c'est la question de la transition alimentaire. C'est à dire que l'agricole, ce n'est pas tout, en tout cas c'est un peu trop général. Même si tous les projets traitent de l'alimentation, vous l'avez appelé « transition agricole ». Alors ça rejoint un peu le ménager, mais ce n'est pas uniquement une question individuelle, comme si chaque ménage autoproduisait son alimentation, ça se pense aussi d'une manière collective. Il y a des exemples sur Ambert, à la fois de production, mais aussi de transmission de savoirs, d'échanges de graines, de tout ce qu'on veut. Il se passe des choses. Ça me gêne un petit peu que ça ne soit pas nommé. (...) La première énergie dont tout être humain a besoin, c'est d'abord de s'alimenter, pour faire tourner sa propre microcentrale. Je ne sais pas si c'était ce que vous suggériez en proposant d'évoquer cette échelle ménagère, mais il me semble que la question de la transition alimentaire, qui apparaît dans vos projets, doit être affirmée comme un des enjeux de la transition, au sens large.*



Fig.86 Image du projet « At Home » projetée au cours du Forum

Réaction d'Étienne Astier, habitant et jardinier à Ambert :

*Je veux bien parler de cette image, en particulier, de ce que vous appelez agriculture urbaine. En fait, à Ambert, il y a des jardins familiaux, des parcelles à disposition pour ceux qui veulent faire du jardin potager. Ça serait pas mal si ça s'étendait plus, ou si c'était mieux approprié. Mais ça, typiquement, ce que vous montrez, ça semble une réponse très urbaine, en tout cas "plus" que ce qu'est Ambert. C'est assez en vogue en ce moment, visiblement, entre autre par des procédés d'hydroponie<sup>62</sup>, c'est à dire par des solutions très technologiques. Cette agriculture urbaine sert à rendre vivable de grandes villes, à les rendre moins dépendantes. Mais c'est une caution, un décor : ça ne va jamais bien loin. Il vaudrait mieux les saboter, les laisser se débrouiller, que les gens viennent ici et utilisent la terre. Ici on n'a pas un problème d'espace, mais d'accès aux terres agricole. L'utilisation de la culture sur sol, elle donne du sens au paysage. Ce n'est pas juste du décor : quelqu'un travaille sa terre, en sort des légumes, ces hectares là prennent du sens. J'ai l'impression que la mentalité qui est véhiculée par cette tendance à l'agriculture urbaine revient finalement à un mode de production alimentaire très industriel, qui se passerait du sol.*

62 Procédé de culture hors-sol, sur substrats neutres irrigués de solutions apportant sels minéraux et nutriments.

D'autres interventions viennent à l'appui de ces remarques, en pointant les risques ou sous entendus d'un autre rapport à l'activité et à la vitesse, et invitent à une forme de prudence, de vigilance critique. Ces remarques sont formulées par des personnes qui vivent elles-mêmes ces alternatives. Elles prennent un caractère beaucoup plus réflexif qu'idéologique.

Une jeune agricultrice à Roanne, diplômée en architecture :

*Si on parle toujours de la même société à la même vitesse, je trouve que les projets fonctionneraient beaucoup mieux dans un milieu plus urbain, Lyon par exemple. Après, si on imagine ces projets-là à Ambert, se pose la question du mode de vie. C'est à dire qu'on propose là un mode de vie vivrier : je travaille à mi-temps, et l'autre part de mon temps est utilisée à cultiver un jardin en bas de chez moi. Mais ça veut aussi dire qu'il faut vivre avec un salaire divisé en deux. Est-ce que c'est vraiment cela qu'on propose, une société à deux vitesses ? Est-ce que vraiment on se déplace avec des chevaux ? Cultiver avec des chevaux de trait, c'est énormément de travail. Je l'ai pratiqué pendant six mois, c'est énormément de travail. Se déplacer avec des chevaux, je l'ai fait pendant un an au Canada, c'est une autre vie. Faut-il ainsi créer de la précarité, des fragilités ?*

Alain Findeli :

*Je trouve intéressant qu'on ait basculé à l'échelle ménagère ou à l'échelle domestique qui est l'échelle d'habiter des citoyens et citoyennes quotidienne. Je trouve intéressant de lire les thématiques de ce point de vue-là. Parmi ces thématiques il y en a qui ont des impacts sur les transformations des modes de vie domestique importants et d'autres au contraire qui permettent de continuer nos modes de vie actuels dans l'insouciance énergétique qui les caractérisent. Notamment la thématique des transports, qui a des impacts considérables sur la façon de nous déplacer et qui impliquent, si on les mettait en œuvre, des modifications de modes de vie. Je trouve intéressant de réfléchir à cette échelle-là. Dans un forum citoyen je pense que c'est l'échelle à privilégier dans la discussion pour lire les projets architecturaux, urbains, paysagers, agricoles ou autres qui sont vus d'un point de vue plus spécialisé, plus expert ou plus macro. (...) Et on voit bien qu'il y a des enjeux très importants avec la question des deux vitesses, des ségrégations sociales qui portent sur des façons d'habiter le monde et non plus sur des niveaux socio-économiques ou des niveaux d'éducation, etc, qui sont les catégories habituelles des sociologues.*

Le débat est alors orienté sur la question dont l'action publique, portée par des politiques, peut appréhender cette échelle ménagère, une échelle que l'on pensait de l'ordre de la vie privée. Est-ce que ça rend le projet politique ou urbain plus intrusif, en franchissant une des parois de la sphère privée ?

Alain Findeli, en complément du propos précédent :

*Pas intrusif, mais le projet politique est un projet expert, au même titre que le projet architectural, ou le projet d'ingénierie, ou d'agronomie. Mais la pratique politique, qui consisterait, à partir de l'échelle domestique ou ménagère... la pratique "bottom-up", c'est partir de l'expérience quotidienne, de l'habiter quotidien des citoyens et des citoyennes de la collectivité dont on a la charge, quand on est politicien. Et de remonter ensuite, et là ça peut déboucher sur des projets plus macro, et qui partent de la réalité d'un terrain, et non d'une réalité fantasmée. Les points de vue d'experts ont toujours un point aveugle.*

Johan Imbert, adjoint au maire d'Ambert :

*Que répondre ? Moi aussi j'aime bien le terme de ménager. Je pense qu'on repart du sens même. Après, sur ce qui est de la transition, on est dans une période où on veut aller vers un*

*point, mais ce point nous fait toujours dérailler vers un autre point. Vous nous montrez des grands projets, qui provoquent des sentiments qui n'étaient pas ceux attendus, ou en tout cas auxquels on pouvait s'attendre en tant qu'élu. Réfléchir de ce point de vue ménager, c'est aussi compliqué pour nous en tant qu'élus. Je crois aussi qu'il faut qu'on ait une vision un peu... grande pour notre ville, si on veut qu'elle soit plus porteuse d'avenir.*

Jeune agricultrice à Roanne, diplômée en architecture :

*Mais chaque ménage a constitué sa propre économie ; même s'il y a peut-être des familles, c'est tellement diversifié et éclaté... J'ai envie d'ajouter un troisième espace : on parlait de deux vitesses, on parlait d'espace rural : Ambert, et par exemple on va prendre Paris. J'aimerais bien ajouter un troisième espace qui pour moi fait le lien entre les deux et c'est ce lien-là qui va éviter qu'on ait deux vitesses différentes : c'est tout ce qui est support numérique et c'est Internet. Ça change énormément la manière de vivre à la campagne, c'est radical comme évolution qu'on est en train de vivre. C'est-à-dire qu'aujourd'hui à travers le support numérique on ne vit plus à la campagne comme on vivait avant. Ça me semble essentiel. Pour rebondir sur l'architecture et l'agriculture, une des manières de réussir et d'évoluer, c'est d'aller vers une certaine croissance, un certain développement. Et on va vers la croissance et le développement par la connaissance, par le savoir, par l'information, par l'accès à l'information et ensuite par la possibilité de croiser ses propres informations avec d'autres personnes. C'est ce qui fait évoluer et grandir relativement vite. Pour moi il y a une dualité (pour prendre deux exemple extrêmes) entre Ambert et Paris, c'est un couple formidable en fait parce qu'on va croiser deux univers différents : Paris très urbain, très dense : on peut mal le vivre, et Ambert : très rural, on peut aussi mal vivre le caractère un peu isolé, mais les deux ensemble créent une dualité qui redonne un équilibre et c'est aujourd'hui possible avec ce troisième espace qui fait le lien, et c'est ce qui est en train de se passer.*

Plusieurs interventions questionnent cette part du numérique dans l'existence rurale contemporaine, entre développement du travail connecté, mais aussi remplacement des services publics physiques par des interfaces informatiques. Le coût énergétique des plateformes de stockage des données est également évoqué. L'équipe de recherche recentre néanmoins le débat sur la question de l'appropriation collective de la transition énergétique, qui constituait notamment l'un des axes privilégiés de la discussion (question (3)). Quel rythme pour la transition, quelle vitesse ? Le projet politique, si l'on en croit les précédentes interventions, ne définit pas tous les paramètres qui enclenchent ce processus de transition : quels sont alors les canaux par lesquels il faut passer, quels collectifs, quelles formes d'organisation ? Les identifier à l'échelle locale paraît d'autant plus important que nos habitudes culturelles et techniques semblent plutôt aller vers des formes de délégation à des macro-systèmes, dont le fonctionnement reste très peu connu.

Pascal Delage, éditeur à Cunlhat, animateur de plateformes Web :

*Entre le ménager et le collectif, il y a l'habitat partagé, ou selon le terme officiel, l'habitat participatif. Ce n'est pas simple, mais c'est une véritable piste. J'ai un bâtiment inoccupé de 600 m<sup>2</sup> en face de chez moi, ce n'est pas un couple qui va le prendre. Il faut que plusieurs personnes puissent se mettre ensemble, on parle d'intergénérationnel, de créer des espaces collectifs... il y a déjà des imaginaires qui se sont greffés dessus. Evidemment ce n'est pas facile. Ça prend du temps, des conflits apparaissent, donc il y a des compétences pour les régler qui apparaissent aussi, mais est-ce que ce n'est pas une piste ? Par rapport au patrimoine immobilier des centre-bourgs, et au formidable potentiel de l'habitat dispersé qu'il y a sur le territoire... toutes ces fermes, ces hameaux, ces regroupements, où il y avait à l'époque des couderts, des espaces communs pour les habitants. On revient à l'historique, au*

culturel, à la nécessité aussi de trouver des moyens pour aider les précaires. On voit que ces aspects sont déjà présents dans la culture des architectes. C'est une piste.

Frédéric Seigne :

*Il y a quelque chose que je ressasse en écoutant ce débat. Il y a tout de même un ennemi, c'est la question des habitudes. On a des habitudes culturelles fortement ancrées, contre lesquelles ce n'est pas facile de travailler, et ce dans tous les domaines. On évoquait tout à l'heure la permaculture. Moi je fais un grand jardin, je l'ai toujours fait avec mon père et mon entourage, c'est au cordeau, à la binette, pas un poil d'herbe et pas de paillage. Plein d'amis à moi font de la permaculture et je trouve ça très intéressant, mais je suis incapable de m'y mettre. Les questions d'habitudes culturelles, c'est ancré, c'est énorme. Et sur la question de l'habitat participatif, c'est affreux. Je suis dans un type de projet d'habitat groupé, on voit les travers qu'on a. Et nous, dans nos associations, une partie de nos activités c'est de créer des espaces d'innovation, d'essais, de liens entre les gens, pour rompre avec certaines habitudes – toutes ne sont pas mauvaises – ou les interroger, en être conscients, pour permettre de la créativité. Il me semble qu'il y a là un nœud assez important, auquel on se confronte dans le développement de l'habitat participatif. Pour moi, il n'est qu'un vaste champ d'expérimentation, utile pour ça : rompre avec les habitudes. Mais ce n'est pas aujourd'hui un champ de création d'un mode d'habiter massif.*

Jean-Marie Perrinel :

*Je crains de passer pour le rabat-joie de service. La clé de tout ça, on le voit dans certains pays proches, ça va être la contrainte. Tant qu'on est sur des modes de vie confortables, tant qu'internet ça ne coûte rien, ou qu'on croit que ça ne coûte rien, tant qu'il est encore possible d'arbitrer en faveur de la voiture... Le jour où les arbitrages ne seront plus possibles, le collectif reviendra tout seul. J'aurais bien aimé re-convoquer l'exemple de Monsieur tout à l'heure sur les papetiers et le saumon... Je ne suis pas sûr que pour les papetiers de l'époque c'était naturel de faire du collectif... Il y avait combien de moulins dans le secteur ? Ils n'auraient pas pu en faire trois gros et se mettre ensemble pour mutualiser les coûts ? Non, ils ont fait chacun leur moulin, donc il y avait des logiques individuelles. Qu'est ce qui s'est passé avec le saumon ? Quelle démarche collective ils ont mis en place ? Du coup le collectif il apparaît très naturellement quand la contrainte devient plus forte, et je ne parle pas uniquement de la contrainte économique... on sait bien que le processus est en marche. Monsieur parlait des services publics – moi j'habite un peu sur les hauteurs dans la montagne... on sait que depuis quelques années les gens qu'on appelait autrefois l'Équipement ont acheté des panneaux « Route non déneigée ». Aujourd'hui il y a des secteurs qu'on ne va PLUS déneiger, donc ça va se passer comment ? S'il n'y a pas une prise en main, une organisation locale qui pallie à ça, qu'on pleure ou pas, qu'on regrette le temps jadis... Mais quelles solutions on trouve là, maintenant, quand on va être confronté à ces questions-là ? Là on va retrouver du collectif, très naturellement, je ne me fais pas beaucoup de souci... je pense qu'en ce moment on passe beaucoup d'énergie à essayer d'impulser du collectif et c'est une très bonne chose – j'appelle ça des porteurs de flammes – parce que le jour où on en aura vraiment besoin, toutes les expérimentations des écolos bobos alternatifs et tout ça, qu'est-ce qu'elles vont nous être utiles ! Parce que là tout d'un coup on aura l'outillage, il suffira d'aller les voir, tout simplement, et on réinventera des choses qu'on pourra étendre. Mais le processus est en marche, tout ça participe d'une transition qui est déjà en marche. À un moment il va y avoir des facteurs de contraintes qui vont intervenir, c'est assez inévitable. (...) La contrainte n'est pas forcément douloureuse, elle force à quitter le champ des habitudes culturelles. C'est tout simplement une donne qui change et on s'y adapte.*

Deux interventions viennent en particulier conclure le temps de forum, en pointant pour la première ce qui peut constituer l'une des lacunes ou des taches aveugles du dispositif de médiation, en revenant pour la seconde sur un exemple de territoire marqué par un terrain sociologique singulier, croisant le regard de chercheurs, et opérant par la suite une trajectoire singulière.

Alain Findeli :

*Je voudrais revenir sur la question des habitudes culturelles. Si l'origine des dysfonctionnements est dans les habitudes culturelles, dans les habitus, allons voir aux sources de ces habitudes. Où est-ce qu'elles sont apprises et transmises ? Dans les familles, et à l'école. Parlons de l'école : moi j'aurais bien aimé que ce qui se passe ici se passe dans une école. Il y a un lycée à côté, il y a un collège pas loin, ça aurait été vraiment cool qu'il y ait de jeunes générations parce que les façons de vivre qui sont évoquées dans les projets, ça les concerne parce que dans 20 ans ils auront 40 ans, 50 ans... On ne parle pas d'architecture et de culture architecturale dans les écoles. Ces enjeux sur l'habiter, sur l'échelle ménagère, est-ce qu'on en discute dans les écoles, dans les collèges ? Je ne crois pas... Donc il y a un travail à faire au niveau des écoles et je pense que le travail qui a été fait par les équipes ici est quelque chose qui pourrait très bien être évoqué dans un milieu scolaire, surtout auprès des générations qui se sentent concernées par ces enjeux de se déplacer autrement, de se divertir autrement, de travailler autrement, de se nourrir autrement, etc. Ça les concerne aussi. Et je regrette un peu qu'on n'ait pas pensé à travailler avec les profs de lycée et de collèges pour associer ces générations qui sont concernées en premier... mais il n'est peut-être pas impossible de le faire encore à l'avenir. (...) Il faut travailler à l'école. Comment ça se construit des cultures individualistes que l'on connaît, et des cultures collectives, des visions du monde que l'on partage ? C'est à ce moment là qu'il faut s'en préoccuper, voir comment elles sont incarnées, avant qu'on devienne des espèces de somnambules dans des habitudes culturelles, qui nous amènent à des situations comme on vit aujourd'hui. Est-ce que travailler au niveau des écoles ça relève des architectes et des urbanistes ? Bien sûr que non. Mais si grâce aux architectes et aux urbanistes on a pu soulever cette question-là, je trouve que déjà c'est une conclusion positive d'une rencontre comme celle-ci, tout comme on a soulevé la question du numérique sous une forme ou sous une autre, elle ne relève pas de la spatialisation de la transition énergétique, mais c'est un des enjeux qui a été soulevé et si on voulait compléter la constellation des regards qu'on doit poser sur la question de l'habitabilité, eh bien dans la conclusion du rapport de recherche il y a la question du numérique qui devrait être prise en compte, il y a la question de l'école : parler de « qu'est-ce que c'est d'habiter le monde ? » On parle de ça dans quel cours ? En géographie, peut-être ? en SVT ?*

Frédéric Seigne :

*Moi ce que je trouve important dans le travail que vous avez mené, c'est d'une part d'avoir pris l'initiative de venir travailler en milieu rural. Il faut rappeler que c'est souvent le parent pauvre, on l'oublie, on ne vient pas y travailler. Faire des partenariats avec des chercheurs qui sont souvent eux situés en ville sur des thématiques rurales et avec des acteurs ruraux que peuvent être les élus, les associations d'éducation populaire, ça peut amener à de vraies transformations. J'ai en tête l'image du plateau de Millevaches : l'une des origines de la créativité du plateau de Millevaches aujourd'hui, c'est le terrain sociologique qu'il a été dans les années 70. Le travail qu'ont mené les sociologues sur ce qui se passait sur ce plateau-là, a été un des facteurs qui ont fait la transformation de ce territoire... Et je trouve que ce que vous avez fait là n'est pas anodin, en associant peut-être davantage les citoyens, les citoyens organisés comme les associations, c'est intéressant. Ce n'est pas anodin. Il y a des points de marqués, et ça compte dans la transformation d'un territoire.*